

RAPPORT DE PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION DE RAPPROCHEMENT ET DES DÉCISIONS EN RÉSULTANT

Il vous est rappelé que :

- **Les Comités d'Aquitaine, du Limousin et Poitou Charentes de Natation** ont pour mission d'organiser, promouvoir et développer la pratique de la natation sur leur territoire respectif ;
- leur ressort territorial résulte des dispositions de l'article R. 131-3 du Code du sport et de l'annexe I-5 portant statuts-types des fédérations qui prévoit que le « *ressort territorial [des Comités Régionaux] ne peut être autre que celui des services déconcentrés du ministère chargé des sports que sous réserve de justifications et en l'absence d'opposition motivée du ministre chargé des sports.* » ;
- à la suite de l'adoption de la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et diminution du nombre de régions de 22 à 13, le Ministère des sports a exigé que l'ensemble des Comités Régionaux et Départementaux des Fédérations sportives respecte le nouveau découpage territorial et procède aux opérations de rapprochement nécessaires.

C'est dans ce contexte que **les 3 Comités** se sont rapprochés pour organiser les conditions de cette fusion, au travers notamment d'un comité de pilotage et de groupes de travail spécifiques communs, avec le soutien de la FFF et de conseils juridiques et financiers externes.

Ces travaux préparatoires ont permis d'aboutir à la rédaction d'un projet de traité de fusion, soumis à votre approbation, lequel contient notamment les dispositions relatives :

- aux conséquences du rapprochement au plan juridique et comptable pour chacune des parties et plus particulièrement la transmission universelle du patrimoine **des Comités Aquitaine et Poitou-Charentes au bénéfice du Comité Limousin** et leur dissolution sans liquidation (article 2) ;
- aux dates d'effet du rapprochement au plan comptable et fiscal (rétroactive au 1^{er} janvier 2017), ainsi que juridique (à la date de la dernière des assemblées générales des parties concernées) (article 2.3) ;
- aux conséquences du rapprochement sur les salariés ; les contrats de travail des salariés **des Comités Aquitaine et Poitou Charentes** étant simplement transférés au **Comité Limousin** (article 4.4) ;
- aux actifs nets transférés par les **Comités Aquitaine et Poitou-Charentes au bénéfice du Comité Limousin**, lesquels s'élèvent respectivement à 109 951 € et 131 826 € (article et annexe 3.2) ;
- aux contreparties des apports effectués par les **Comités Aquitaine et Poitou-Charentes** au **Comité Limousin**, ce dernier s'engageant notamment à affecter l'ensemble des biens et droits apportés exclusivement à la réalisation de son objet statutaire, à assurer la continuité de l'objet des **Comités Aquitaine et Poitou-Charentes** et à admettre comme membres de la Ligue Nouvelle-Aquitaine, sauf manifestation de volonté contraire de leur part, tous les membres des **Comités Aquitaine et Poitou-Charentes**, avec continuité de leur adhésion pour la saison 2016/2017 (article 6) ;

- à la neutralité fiscale du rapprochement (à l'exception de la contribution de sécurité immobilière de 0,1%) (article 8.3) ;
- aux principes de gestion opérationnelle pour la saison 2016/2017, que nos Comités ont préparé de façon concertée et au titre de laquelle seront notamment maintenus les règlements et droits divers applicables dans chacun des Comités avant la fusion (article 5.5) ;
- aux principes de gouvernance pour la saison 2016/2017 qui constituera une saison transitoire ; la Ligue Nouvelle-Aquitaine issue du rapprochement étant par exemple administrée par un comité directeur et un bureau transitoires, réunissant les membres respectifs des trois Comités jusqu'à l'assemblée générale électorale devant se tenir le 18 février 2017 (article 5.5) ;
- aux nouveaux statuts de la Ligue Nouvelle-Aquitaine, également soumis à l'approbation du Comité absorbant, lesquels prévoient notamment les dispositions relatives à la gouvernance et à la période transitoire, à l'objet, au siège, à la dénomination et au territoire (annexe 2.4).

Cette fusion deviendra définitive au jour de son approbation par la dernière des trois assemblées générales.